

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 74.
N° 23.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO TITEMA 1925.

ABONNEMENTS

	EN AN	SE MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale....	26 fr.	14 fr.	8 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces doivent être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 75
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	0 35
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 50
Les mêmes, renouvelés : la ligne.....	0 75

Composition du nouveau Cabinet.

Président du Conseil.....	MM. BRIAND.
Affaires Étrangères.....	BRIAND.
Intérieur.....	CHAUTEMPS.
Finances.....	LOUCHEUR.
Instruction publique.....	DALADIER.
Travaux publics.....	DE MONZIE.
Justice.....	RENOULT.
Commerce.....	DANIEL VINCENT.
Agriculture.....	DURAND.
Colonies.....	PERRIER.
Guerre.....	PAINLEVÉ.
Marine.....	LEYGUES.
Travail.....	DURAFOUR.
Pensions.....	JOURDAIN.

(Décret du 29 novembre 1925.)

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1925

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

18 novembre.. Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 9 octobre 1925, portant règlement sur le remboursement des frais de transport et de déplacement du personnel relevant du Ministère des colonies voyageant par ordre en France, en Corse et dans les pays de l'Afrique du Nord.....	306
18 novembre.. Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 7 octobre 1925, relatif à l'attribution au personnel militaire à la charge du Département des colonies, de relevements sur les indemnités pour charges de famille.....	307
19 novembre.. Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 7 octobre 1925, relatif à l'attribution au personnel militaire en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence.....	308
21 novembre.. Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 6 octobre 1925, modifiant l'organisation du Conseil Supérieur des Colonies..	309
Circulaire ministérielle relative à l'établissement des demandes annuelles de figurines destinées à assurer les besoins du Service postal pour l'année à venir.....	310

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

16 novembre.. Arrêté classant comme cimetière légal une étendue de cent mètres carrés à prendre sur la terre "Temuhu", située du côté de l'intérieur du cimetière légal de Paea (Aoua), classé par arrêté n° 451, du 18 juin 1918.....	311
21 novembre.. Arrêté prescrivant le paiement d'un troisième acompte de 300 francs sur les augmentations futures.....	311
21 novembre.. Arrêté augmentant les encaisses de l'Agence spéciale de Raiatea et des sous agences spéciales de Huahine et de Bora-Bora....	311
24 novembre.. Arrêté accordant un délai à Monsieur Walter, Johnston, Williams, pour l'accomplissement des formalités relatives à une demande de permis de recherches dans l'île Mangareva.....	312
24 novembre.. Arrêté accordant un délai à Monsieur Lucien, Pascal, Sigogne, pour l'accomplissement des formalités relatives à une demande de permis de recherches dans l'île Rapa.....	312
24 novembre.. Arrêté portant abrogation des § 2 et 3 de l'article 7 de l'arrêté du 12 juillet 1923 soumettant à la surveillance des autorités administratives toute personne se livrant notoirement à la prostitution.....	312
24 novembre.. Arrêté accordant la remise gracieuse et la restitution des 8/10 ^e de la pénalité encourue pour déclaration tardive de la succession de feu M. Amand Fradet.....	313
24 novembre.. Décision portant prorogation du délai de déclaration de la succession de M. Alfred Haereraaroa.....	313
24 novembre.. Arrêté rendant exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine de la Commune de Papeete, pour le 3 ^e trimestre 1925.....	313
24 novembre.. Arrêté rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 3 ^e trimestre 1925, le rôle principal des droits de vérifications des poids et mesures de la Commune de Papeete pour 1925 et divers autres rôles des perceptions secondaires de la Colonie.....	314
Extraits.....	315

AVIS OFFICIELS

Travaux publics. — Avis d'adjudication.....	316
Service des Mines. — Demande de permis de recherches déposée au Service des Mines.....	317
Service des Mines. — Permis de recherches établi par le Service des Mines.....	317

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Observations météorologiques du mois de septembre 1925.....	359
---	-----

DIVERS

Annonces judiciaires.....	318
— commerciales et avis divers.....	319

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 9 octobre 1925, portant règlement sur le remboursement des frais de transport et de déplacement du personnel relevant du Ministère des colonies voyageant par ordre en France, en Corse et dans les pays de l'Afrique du Nord.

(Du 18 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 9 octobre 1925, portant règlement sur le remboursement des frais de transport et de déplacement du personnel relevant du Ministère des colonies voyageant par ordre en France, en Corse et dans les pays de l'Afrique du Nord,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 9 octobre 1925, portant règlement sur le remboursement des frais de transport et de déplacement du personnel relevant du Ministère des colonies voyageant par ordre en France, en Corse et dans les pays de l'Afrique du Nord.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1925.

RIVET.

DÉCRET

(Du 9 octobre 1925.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1919 et concernant les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'État;

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de route et de séjour et les passages des fonctionnaires et agents des services coloniaux et locaux des colonies;

Vu la décision présidentielle du 31 octobre 1897 relative aux déplacements des surveillants des établissements pénitentiaires coloniaux, modifiée par le décret du 10 septembre 1918;

Vu le décret du 25 juillet 1919, accordant la gratuité du transport par voie ferrée en France, aux familles des fonctionnaires se déplaçant pour le service;

Vu le décret du 23 mars 1921, modifiant le décret du 3 juillet 1897;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les prescriptions du livre I^{er} (titres I^{er} et II) du décret du 3 juillet 1897, sur les déplacements du personnel relevant du Ministère des colonies, sont modifiées conformément aux dispositions des articles ci-après.

Art. 2. — Le personnel actuellement soumis à la réglementation du décret du 3 juillet 1897, voyageant par ordre pour le ser-

vice, dans les conditions prévues à ce décret, en France, en Corse et dans les pays de l'Afrique du Nord, a droit, dans les cas où les moyens de transport, la nourriture et le logement ne lui sont pas fournis gratuitement, au remboursement des dépenses spéciales que lui occasionne réellement ce déplacement, conformément aux dispositions fixées ci-après.

Art. 3. — Les déplacements effectués par ordre se divisent en deux catégories :

1^o Les déplacements temporaires ou qui leur sont assimilés, énumérés limitativement à l'article 3 du décret du 3 juillet 1897;

2^o Les déplacements définitifs énumérés limitativement à l'article 2 du même décret.

Art. 4. — Les déplacements temporaires donnent lieu :

1^o Au remboursement au fonctionnaire, employé ou agent, d'une somme égale au prix du billet de voyage effectivement payé par lui pour son transport à la classe à laquelle il a droit, d'après le tarif auquel il peut prétendre (tarif plein ou tarif réduit), suivant la catégorie de personnel à laquelle il appartient.

Si la durée du déplacement permet d'utiliser un billet d'aller et retour, l'intéressé n'a droit qu'au remboursement du prix de ce billet. En outre, les fonctionnaires, employés ou agents, titulaires de carte ou permis de circulation, ou jouissant à titre personnel de réduction de tarif, n'ont pas droit au remboursement des frais de transport pour la partie correspondant à l'exonération dont ils bénéficient;

2^o A une indemnité journalière de route entière ou réduite, afférente aux dépenses accessoires du voyage, fixée par le tableau annexé au présent décret et attribuée dans les conditions indiquées à l'article 6 ci-après.

3^o Si le déplacement entraîne un séjour d'au moins vingt-quatre heures dans une localité autre que le lieu de résidence habituel, à une indemnité journalière de séjour dont le taux, le mode et les conditions de concession sont fixés par le titre II du décret du 3 juillet 1897, modifié par l'article 2 du décret du 23 mars 1921, ainsi que par le tableau annexé ci-après. L'indemnité de séjour n'est pas due pendant toute la période où l'indemnité de route est acquise;

4^o A titre exceptionnel, lorsque le déplacement nécessite le transport d'un matériel spécial de l'administration (et non personnel), au remboursement sur mémoire des frais occasionnés par ce transport, qui doit être expressément mentionné dans l'ordre de déplacement.

Art. 5. — Les déplacements définitifs donnent lieu :

1^o Au remboursement des frais de transport du fonctionnaire, employé ou agent, dans les conditions spécifiées au paragraphe 1^o de l'article 4 ci-dessus;

2^o Au remboursement des frais de transport de ses bagages dans les limites de poids fixées par l'article 5 du décret du 6 juillet 1904 et suivant les règles tracées par l'arrêté du Ministre des colonies du 12 janvier 1924;

3^o A une indemnité forfaitaire dont le montant est déterminé au tableau I annexé au présent décret et qui est destinée à dédommager l'intéressé de l'ensemble des frais spéciaux nécessités par le transbordement de ses bagages supportés par lui tant au départ qu'à l'arrivée lorsqu'il effectue un déplacement à destination ou en provenance d'outre-mer;

4^o A l'indemnité journalière de route entière ou réduite, fixée par le tarif II annexé au présent décret et attribuée dans les conditions indiquées à l'article 6 ci-après.

La famille du fonctionnaire se déplaçant reste soumise aux dispositions du décret du 25 juillet 1919.

Art. 6. — Pour l'attribution de l'indemnité journalière de route, les journées de déplacement se décomptent par périodes de vingt-quatre heures, depuis l'heure de départ de la gare ou de la résidence, jusqu'à l'heure du retour à la gare ou à la résidence.

Pour tout déplacement de vingt-quatre heures, l'indemnité est allouée entière.

Pour tout déplacement ou fraction de déplacement inférieur à vingt-quatre heures, les périodes de temps inférieures ou égales à trois heures sont négligées, celles supérieures à trois heures donnent droit à l'indemnité journalière réduite correspondant soit à un ou deux repas pris en route, soit à un découcher, soit à un repas et un découcher.

Il y a découcher à l'aller quand le départ de la résidence a lieu avant minuit, au retour quand la rentrée à la résidence a lieu après minuit.

Art. 7. — Le paragraphe 3 de l'article 5 du décret du 3 juillet 1897 est modifié comme suit :

« Le trajet accompli est toujours considéré comme ayant été effectué par la voie la plus rapide et la plus économique. »

Art. 8. — L'article 18 du décret du 3 juillet 1897 est complété par le paragraphe suivant :

« Les heures de départ et celles d'arrivée à destination sont mentionnées sur la feuille de route par le fonctionnaire, employé ou agent intéressé et garanties par sa signature. Ces indications sont contrôlées par le fonctionnaire liquidateur, à l'aide des renseignements du livret Chaix ou autres documents officiels visés à l'article 5, paragraphe 2, du décret du 3 juillet 1897. »

Art. 9. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret et notamment celles de l'arrêté du Ministre des colonies du 9 mars 1925.

Art. 10. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies, pour avoir ses effets à compter du 10 mars 1924.

Fait à Rambouillet, le 9 octobre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

Le Président du conseil, Ministre de la guerre,
Ministre des finances par intérim,

PAUL PAINLEVÉ.

I. — Tarifs de l'indemnité de transbordement des bagages.

CATÉGORIES	POUR LE FONCTIONNAIRE	POUR LA FAMILLE voyageant avec son chef ou isolément.
	francs.	francs.
Gouverneurs généraux, gouverneurs et résidents supérieurs se rendant pour la première fois à leur poste..	250 »	150 »
1 ^{re} catégorie A.	75 »	45 »
1 ^{re} catégorie B.	50 »	25 »
2 ^e catégorie.	40 »	25 »
3 ^e catégorie.	35 »	20 »
4 ^e catégorie.	30 »	15 »
5 ^e et 6 ^e catégorie.	20 »	10 »

Vu pour être annexé au décret du 9 octobre 1925.

Le Président de la République française,
GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

*Le Président du Conseil, Ministre
de la guerre.*

Ministre des finances par intérim,
PAUL PAINLEVÉ.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 7 octobre 1925
relatif à l'attribution au personnel militaire à la charge du Dé-
partement des colonies, de relèvements sur les indemnités pour
charges de famille.

(Du 18 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE
L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le
Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 7 octobre 1925 relatif à l'attribution au personnel
militaire à la charge du Département des colonies de relèvements
sur les indemnités pour charges de famille,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français
de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le dé-
cret susvisé du 7 octobre 1925 relatif à l'attribution au personnel
militaire à la charge du Département des colonies, de relèvements
sur les indemnités, pour charges de famille.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et
publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1925.

RIVET.

DÉCRET

(Du 7 octobre 1925.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 26 août 1914, 3 octobre 1915, 18 août 1917,
8 mars 1918, 16 mai 1918, 21 août 1918, 29 décembre 1918, 4
février 1919, 6 novembre 1919, 11 septembre 1920, 31 octobre
1920, 4 mai 1922, 1^{er} mai 1923, 19 janvier 1924 et 31 mai 1924,
relatifs à l'attribution d'indemnités pour charges de famille au
personnel militaire en service aux colonies ;

Vu les articles 187 et 190 de la loi de finances du 13 juillet 1925 ;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 et l'ar-
ticle 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919 ;

Sur le rapport des Ministres des colonies, de la guerre et des
finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} janvier 1925, les indemnités
pour charges de famille allouées au personnel militaire en service
aux colonies sont fixées ainsi qu'il suit :

540 fr. pour le premier enfant ;

720 fr. pour le second ;

1.080 fr. pour le troisième ;

1.260 fr. pour chaque enfant à partir du quatrième.

Art. 2. — Les conditions d'attribution des indemnités dont il s'agit demeurent régies par la réglementation en vigueur.

Art. 3. — Les suppléments et majorations temporaires institués par les décrets des 19 janvier et 31 mai 1924 sont supprimés à compter du 1^{er} janvier 1925 et les sommes perçues à ce titre depuis ladite date seront précomptées sur les rappels à effectuer par suite des relèvements des indemnités.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux militaires de la Gendarmerie en service aux colonies.

Art. 5. — Les Ministres des colonies, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 7 octobre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,
P. PAINLEVÉ.*

*Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.*

*Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre, Ministre
des finances par intérim,
PAUL PAINLEVÉ.*

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 7 octobre 1925 relatif à l'attribution au personnel militaire en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence.

(Du 19 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 23 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 7 octobre 1925 relatif à l'attribution au personnel militaire en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français

de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 7 octobre 1925, relatif à l'attribution au personnel militaire en service aux colonies, d'une majoration à l'indemnité de résidence.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 novembre 1925.

RIVET.

DÉCRET

(Du 7 octobre 1925.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 29 décembre 1903, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret du 2 juillet 1904, sur la solde des agents civils du commissariat et des comptables des matières des colonies;

Vu le décret du 6 septembre 1913, sur la solde des militaires de la Gendarmerie aux colonies;

Vu le décret du 17 janvier 1920, fixant le nouveau classement des colonies, régions et postes au point de vue de l'attribution de l'indemnité de résidence;

Ensemble les décrets modificatifs des décrets susvisés;

Vu l'article 7 de la loi de finances du 28 décembre 1923 et le décret du 31 mai 1924, instituant un supplément temporaire d'indemnité de résidence en faveur du personnel militaire en service aux colonies;

Vu les articles 188 et 190 de la loi de finances du 13 juillet 1925;

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901 et l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Sur le rapport des Ministres des colonies, de la guerre et des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Sont doublés, à compter du 1^{er} janvier 1925, les suppléments temporaires d'indemnités de résidence institués par le décret du 31 mai 1924, en faveur du personnel militaire en service aux colonies.

Le tarif de ces suppléments est, en conséquence, le suivant :

CATÉGORIES	1 ^{re} ZONE	2 ^e ZONE	3 ^e ZONE	4 ^e ZONE	5 ^e ZONE	INDEMNITÉ spéciale de cherté de loyer.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Officiers de tous grades.....	»	»	1 30	2 »	2 70	1 40
Sous-officiers à solde mensuelle. — Hommes de troupe de la gendarmerie.....	»	»	0 70	1 »	1 30	»

Art. 2. — Les rappels afférents à la période du 1^{er} janvier 1925 au 30 juin 1925 seront effectués suivant les instructions qui seront données par les ministres intéressés. Les taux prévus par le présent décret ne resteront en vigueur que jusqu'à la mise en appli-

cation des nouveaux tarifs de l'indemnité pour charges militaires tels qu'ils doivent résulter de la revision générale des soldes et indemnités.

Art. 3. — Les Ministres des colonies, de la guerre et des finances

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 7 octobre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,*

PAUL PAINLEVÉ.

*Le Ministre des colonies,
ANDRÉ HESSE.*

*Le Président du Conseil,
Ministre de la guerre,
Ministre des finances,
par intérim,*

PAUL PAINLEVÉ.

ARRÊTE promulguant dans la Colonie le décret du 6 octobre 1925, modifiant l'organisation du Conseil Supérieur des Colonies.

(Du 21 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 6 octobre 1925, modifiant l'organisation du Conseil Supérieur des Colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 6 octobre 1925, modifiant l'organisation du Conseil Supérieur des Colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 novembre 1925.

RIVET.

DÉCRET

(Du 6 octobre 1925.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu le décret du 28 septembre 1920 portant réorganisation du Conseil supérieur des colonies ;

Vu l'article 127 de la loi de finances du 13 juillet 1911 ;

Vu l'adhésion donnée par tous les Gouverneurs généraux et Gouverneurs à la proposition de faire supporter par les budgets généraux et locaux des colonies les dépenses correspondant au fonctionnement d'un secrétariat général permanent du Conseil supérieur des colonies ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'article 2 du décret du 28 septembre 1920 susvisé est modifié de la façon suivante :

« Le conseil supérieur des colonies comprend :

« 1^{er} Le haut conseil colonial ;

« 2^o Le conseil économique des colonies ;

« 3^o Le conseil de législation coloniale.

« Chacun de ces conseils se réunit et délibère séparément. Le conseil supérieur peut toutefois se réunir en assemblée plénière et délibérer sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre, après avoir été examinées d'abord par le conseil économique ou le conseil de législation. Le haut conseil colonial, quand il a été appelé à se prononcer, rend des avis ayant un caractère définitif et qui ne sont pas soumis au conseil supérieur en assemblée plénière.

« Le conseil supérieur des colonies en assemblée plénière réunit les membres des trois conseils qu'il comprend. Les membres du haut conseil colonial ont également accès au conseil économique et au conseil de législation coloniale toutes les fois qu'ils désirent prendre part à leur séance. Ils y ont alors voix délibérative.

« Le nombre total des membres du conseil supérieur, en dehors des membres de droit, ne peut dépasser cent. Leur répartition entre les divers conseils est fixée par arrêté du Ministre des colonies.

« Le nombre des personnalités indigènes dont il est question à l'article 7, paragraphe 3, est fixé à dix en plus des cent membres prévus ci-dessus. »

Art. 2. — Le Ministre des colonies préside le conseil supérieur des colonies réuni en assemblée plénière. Il peut, toutefois, déléguer la présidence soit au président du conseil économique des colonies ou au président du conseil de législation coloniale, soit à l'un des membres du haut conseil colonial.

Art. 3. — L'article 8 du décret du 28 septembre 1920 susvisé est modifié comme suit :

« Le conseil économique des colonies et le conseil de législation coloniale sont obligatoirement réunis par le Ministre des colonies, dans une session qui se tient chaque année du 1^{er} octobre au 30 novembre.

« Le haut conseil colonial est consulté par le Ministre des colonies toutes les fois que les circonstances semblent l'exiger et à toute époque de l'année.

Le conseil supérieur des colonies réuni en assemblée plénière, après consultation du conseil économique ou du conseil de législation coloniale, tient sa session au mois de février de chaque année. Cette session ne peut se prolonger au delà d'une semaine. »

Art. 4. — Il est institué un secrétariat général permanent du conseil supérieur des colonies, chargé de préparer et de suivre ses délibérations et de centraliser ses travaux.

Le secrétariat général convoque le conseil de législation coloniale et le conseil économique des colonies à la session qui doit se tenir du 1^{er} octobre au 30 novembre de chaque année. A la clôture de la session, il présente au Ministre un rapport sur les travaux des deux conseils pour lui permettre d'apprécier quelles sont celles des questions déjà discutées qui doivent être soumises, en outre, à l'assemblée plénière du conseil supérieur des colonies au mois de février. Le secrétariat général convoque alors, conformément aux instructions du Ministre, le conseil supérieur en assemblée plénière.

Le secrétariat général assure également, quand les circonstances l'exigent, les convocations du haut conseil colonial.

Art. 5. — Dans l'intervalle des sessions, le secrétariat général est saisi par les divers services du Ministère des affaires que le Ministre juge opportun de soumettre aux sections du conseil supérieur. Il réunit la documentation destinée à en permettre la discussion et l'examen.

A toute époque, le secrétariat général est saisi directement par

le Ministre des questions concernant la composition du conseil supérieur, la répartition de ses membres entre les trois conseils qu'il comprend, ainsi que les opérations électorales à prévoir ou à sanctionner pour la désignation des délégués élus.

Art. 6. — Le secrétariat général du conseil supérieur des colonies comporte les emplois suivants :

Un secrétaire général.

Un secrétaire général adjoint.

Une sténodactylographe.

Art. 7. — Les fonctionnaires composant le secrétariat général du conseil supérieur des colonies sont nommés par arrêté du Ministre des colonies qui fixe également les allocations auxquelles chacun d'eux a droit.

Art. 8. — Le secrétaire général a sous sa direction les secrétaires spéciaux à chacun des conseils et dont la désignation, ainsi que les attributions demeurent fixées par l'article 9 du décret du 28 septembre 1920.

Art. 9. — Les dépenses de personnel et de matériel résultant du fonctionnement du secrétariat général du conseil supérieur des colonies sont supportées par les budgets généraux et locaux des colonies. Le Ministre fixe annuellement la quote-part à imputer à chaque budget, d'accord avec les Gouverneurs généraux et les Gouverneurs.

Un arrêté ministériel réglementera le fonctionnement du secrétariat général au point de vue comptable.

Art. 10. — Toutes dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

Art. 11. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 octobre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ANDRÉ HESSE.

(Ministère des Colonies. — Agence Générale des Colonies.)
(Service administratif.)

CIRCULAIRE relative à l'établissement des demandes annuelles de figurines destinées à assurer les besoins du Service postal pour l'année à venir.

De nombreuses observations formulées par les missions d'Inspection dans nos Colonies ont permis de constater qu'il existait dans la plupart de celles-ci des stocks de valeurs postales dont l'emploi a considérablement diminué ou même cessé par suite de changements de tarifs postaux.

Il convient de tenir compte de ces existants lors de l'établissement de la demande annuelle de figurines destinées à la reconstitution de la réserve.

Comme les modifications des tarifs au cours des dernières années ont toujours consisté dans une élévation des taux d'affranchissement, il est impossible d'utiliser jusqu'à épuisement les stocks existants. Il suffit pour cela de répartir dans les bureaux des quantités suffisantes des deux ou trois figurines qui permettent d'obtenir par leur combinaison l'affranchissement nouveau.

Je vous citerai à titre d'exemples deux affranchissements qui vont devenir parmi les plus fréquents, 30 centimes et 1 fr. Le timbre à 15 centimes existe en grandes quantités dans la plupart des colonies : il y aura lieu de prescrire son emploi exclusif et jusqu'à épuisement pour les affranchissements à 30 centimes. Le

timbre à 1 fr. sera suppléé par les timbres à 45 et 35 centimes combinés avec les timbres à 20 et 10 centimes.

Il y a lieu de provoquer par un emploi judicieux d'affranchissements combinés la disparition de timbres-poste dont l'emploi a cessé. Lorsque les existants seront trop considérables pour que l'écoulement soit rapide ou bien lorsqu'il s'agira de figurines d'émission antérieures à l'émission en cours il y aura lieu de procéder à leur destruction sur place.

Cette opération sera précédée d'un ordre donné à tous les bureaux et caisses de faire rentrer au chef-lieu les figurines postales dont la destruction est envisagée.

L'opération elle-même faite de préférence par incinération aura lieu en présence d'une Commission de trois membres au moins, présidée par un fonctionnaire désigné par le Gouverneur et dont feront partie le Chef du Service des Postes et un délégué du Trésorier-Payeur.

Toutes précautions utiles seront prises pour éviter les fuites. Un procès-verbal sera dressé de l'opération, indiquant pour chaque valeur les quantités détruites et une copie de ce procès-verbal sera adressée au Service administratif de l'Agence Générale des Colonies.

Dès parution de cette circulaire, dont je vous prie de m'accuser réception et que vous voudrez bien faire insérer au *Journal officiel* de la Colonie il conviendra :

1°) De faire établir le relevé de toutes les figurines tant timbres-poste, timbres-taxé que cartes postales, cartes lettres ou enveloppes timbrées qui ne seraient pas du type actuellement en usage et se trouvant soit en dépôt au Service des Postes ou chez le Trésorier-Payeur. Une copie du relevé sera adressé au Service administratif de l'Agence Générale des Colonies. Ces catégories seront immédiatement condamnées et détruites.

2°) De faire un recensement complet des existants en valeurs postales du type en cours, timbres-poste et timbres-taxé

Prescrire la répartition immédiate entre tous les bureaux des figurines sans emploi en donnant des instructions précises pour que sur ces figurines, utilisées en affranchissement combinés, disparaissent en peu de temps des stocks. Prescrire la destruction de celles de ces figurines (timbre-taxé par exemple) pour laquelle une utilisation rationnelle est impossible.

Ces mesures prises, il y aura lieu de veiller de la manière la plus stricte à ce que l'accumulation de valeurs inutilisées signalée par les missions d'inspection ne puisse plus se produire.

A cet effet, la demande annuelle devra être établie avec le plus grand soin.

La base de cette demande devra être la consommation des figurines au cours de l'exercice précédent : pour tenir compte des variations possibles elle sera majorée : de 20 %. exemple :

L'existant en figurines postales à 30 centimes au 1^{er} janvier 1924, était de 106.000 ; au 1^{er} janvier 1925, il était de 13.000 ; la commande sera de $93.000 + 20\% = 111.000$ timbres.

Au cas où une consommation supérieure aux prévisions se révélerait au cours de l'année une commande par cablogramme pourra être faite. Mais là encore il y aura lieu de suppléer aux valeurs en cours d'épuisement par des affranchissements combinés.

Il demeure comme par le passé strictement interdit de procéder sur place à des surcharges ou d'utiliser des timbres fractionnés pour une partie de leur valeur.

J'attire votre attention sur les moyens réglementaires dont dispose le Service des Postes pour parer aux manques de figurines : utilisation du cachet P. P. ; d'une griffe spéciale, dépôt des correspondances au guichet avec paiement en numéraire, etc...

J'estime enfin inutile de commander des enveloppes ou cartes lettres timbrées : le prix de revient de ces figurines est de beaucoup supérieur à leur prix de vente et il ne sera plus donné dorénavant suite aux commandes de l'espèce.

Pour le Ministre et par ordre,

*le Directeur de l'Agence Générale des Colonies,
Chef du Cabinet du Ministre,*

Signé : CH. REGISMANSET.

P. C. C.

Le Sous-Chef du Service administratif,

Signé : ILLISIBLE.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ classant comme cimetière légal une étendue de cent mètres carrés à prendre sur la terre "Temuhu", située du côté de l'intérieur du cimetière légal de Paëa (Aoua), classé par arrêté n° 451, du 10 juin 1918.

(Du 16 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 23 Prairial (an XII), sur les sépultures ;

Vu l'arrêté du 18 mars 1882, promulguant dans la colonie, la loi du 14 novembre 1881, abrogeant l'article 15 du décret susvisé du 23 Prairial (an XII) ;

Vu l'arrêté du 4 août 1910, promulguant dans la colonie le décret du 20 mai 1910, portant application aux Etablissements français de l'Océanie de la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31 mars 1923, fixant les détails d'application du décret du 20 mai 1910, notamment l'article 29 ;

Vu la demande en date du 28 octobre 1925, formulée par M. W. Robson, propriétaire de la parcelle de terre "Temuhu", et tendant à classer une étendue de cent mètres carrés pour servir aux besoins exclusifs de sa famille ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé, et l'avis conforme du Secrétaire Général,

Le Conseil d'Administration entendu.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est classé comme cimetière régulier un emplacement de cent mètres carrés à prendre sur la parcelle de terre "Temuhu", et touchant le cimetière actuel de Paëa (Aoua), classé par arrêté du 10 juin 1918.

Art. 2. — Cet emplacement servira exclusivement à l'inhumation des dépouilles mortelles des membres de la famille Robson.

Art. 3. — Le Secrétaire Général, les Chefs des Services Judiciaire, des Domaines, de Santé et des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général, Le Chef du Service Judiciaire, p. i.,

SOLARI.

LÉOPOLD-LÉGER.

Le Chef du Service de Santé,

D^r POULIQUEN.

Le Chef du Service des Domaines,

A. FAUGERAT.

Le Chef du Service des Travaux Publics,

G. HAYEM.

ARRÊTÉ prescrivant le paiement d'un troisième acompte de 300 francs sur les augmentations futures.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux ;

Vu les arrêtés locaux des 15 mai et 26 septembre 1925, prescrivant le paiement des 1^{er} et 2^{me} acomptes de 250 francs à valoir sur les augmentations futures de traitement des fonctionnaires ;

Vu la circulaire ministérielle (Colonies) du 8 octobre 1925, n° 6142/2, concernant le paiement d'un troisième acompte sur les relèvements de traitement des fonctionnaires ;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Un troisième acompte de 300 francs afférent à la période du 1^{er} juillet 1925 au 15 novembre 1925, à valoir sur les futures augmentations de traitement, sera payé au personnel détaché de la Métropole, à celui des cadres coloniaux et locaux réglé par décret présidentiel et par arrêté du Gouverneur.

Art. 2. — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

ARRÊTÉ augmentant les encaisses de l'Agence spéciale de Raiatea et des sous agences spéciales de Huahine et de Bora-Bora.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'article 151 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu l'article 2 du décret du 30 décembre 1920, portant augmentation du chiffre des avances à faire aux agents spéciaux des services régis par économie dans les colonies ;

Vu l'arrêté local du 24 mars 1921, promulguant dans la Colonie le décret précité du 30 décembre 1920 ;

Vu l'arrêté local du 14 août 1913, fixant l'encaisse des Agents spéciaux et le tarif des indemnités de responsabilité ;

Vu l'arrêté local du 20 octobre 1922, ainsi que l'erratum au dit arrêté, insérés au *Journal officiel* de la Colonie des 1^{er} et 16 novembre 1922, portant augmentation de l'encaisse des Agents spéciaux et modifiant le tarif des indemnités de responsabilité de caisse ;

Vu l'arrêté local du 11 mars 1924 augmentant les encaisses des Agences spéciales de Raiatea, d'Atuona et de Fakarava ;

Vu l'arrêté du 24 septembre 1925 promulguant dans la Colonie le décret du 13 août 1925, portant augmentation du chiffre des avances à consentir aux régisseurs des caisses d'avances et aux agents spéciaux dans les Colonies ;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant réglementation sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux;

Vu les décrets des 12 juin 1911 et 11 septembre 1920 modifiant le décret précité du 2 mars 1910;

Vu les nécessités du Service;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les encaisses de l'Agence spéciale de Raiatea et des sous agences spéciales de Huahine et de Bora-Bora sont portées:

Raiatea, de 70.000 francs à 100.000 francs,

Huahine, de 8.000 francs à 15.000 francs,

Bora-Bora, de 8.000 francs à 15.000 francs.

Art. 2. — Le taux de l'indemnité de responsabilité est fixé à 1 fr. 25 pour cent.

Art. 2. — Le Secrétaire Général du Gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur:

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

ARRÊTÉ accordant un délai à Monsieur Walter, Johnston, Williams, pour l'accomplissement des formalités relatives à une demande de permis de recherches dans l'île de Mangareva.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes;

Vu la requête de Monsieur Walter, Johnston, Williams, en date du 9 novembre 1925 tendant à obtenir un délai pour la production du plan de surface au 1/10.000^{ème} de l'île de Mangareva, et un délai pour l'implantation du poteau signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de sa demande de permis de recherches dans l'île de Mangareva, (enregistrée sous le n° 36);

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux publics et des Mines;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE:

Article 1^{er}. — Il est accordé à Monsieur Walter, Johnston, Williams:

1^o Un délai expirant le 9 février 1926 pour la production du plan de surface au 1/10.000^{ème} de l'île de Mangareva.

2^o Un délai expirant le 9 septembre 1926 pour l'implantation du poteau signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de sa demande de permis de recherches pour les minéraux de la catégorie "c" dans l'île de Mangareva.

Art. 2. — Le Chef du Service des Travaux publics et des Mines

est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur:

*Le Chef du Service des Travaux
publics et des Mines,*

G. HAYEM.

ARRÊTÉ accordant un délai à Monsieur Lucien Pascal, Sigogne, pour l'accomplissement des formalités relatives à une demande de permis de recherches dans l'île Rapa.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes;

Vu la requête de Monsieur Lucien, Pascal, Sigogne, en date du 9 novembre 1925 tendant à obtenir un délai pour la production du plan de surface au 1/10.000^{ème} de l'île Rapa, et un délai pour l'implantation du poteau signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de sa demande de permis de recherche dans l'île Rapa, (enregistrée sous le n° 37);

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux publics et des Mines;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE:

Article 1^{er}. — Il est accordé à Monsieur Lucien Pascal, Sigogne:

1^o Un délai expirant le 9 février 1926 pour la production du plan de surface au 1/10.000^{ème} de l'île Rapa.

2^o Un délai expirant le 9 septembre 1926 pour l'implantation du poteau signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de sa demande de permis de recherches pour les minéraux de la catégorie "c", dans l'île Rapa.

Art. 2. — Le Chef du Service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur:

*Le Chef du Service des Travaux
publics et des Mines,*

G. HAYEM.

ARRÊTÉ portant abrogation des § 2 et 3 de l'article 7 de l'arrêté du 12 juillet 1923 soumettant à la surveillance des autorités administratives toute personne se livrant notoirement à la prostitution.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Attendu que l'interprétation trop stricte donnée aux § 2 et 3 de l'article 7 de l'arrêté du 12 juillet 1923 a parfois donné lieu, dans la pratique, à des abus dont il convient d'éviter le retour ;

Sur la proposition concertée du Secrétaire Général et du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article unique. — Sont et demeurent rapportés les § 2 et 3 de l'article 7 de l'arrêté du 12 juillet 1923, ainsi conçus : « A moins « d'être accompagnées, elles (les filles publiques) ne peuvent avoir « accès dans les restaurants où il peut être servi des boissons alcooliques durant les repas. Il leur est également interdit, si elles « ne sont pas accompagnées, de se présenter dans les buvettes des « cinémas ou autres établissements publics. »

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général, *Le Chef du Service Judiciaire, p. i.*
SOLARI. LÉOPOLD-LÉGER.

ARRÊTÉ accordant la remise gracieuse et la restitution des 8/10^{es} de la pénalité encourue pour déclaration tardive de la succession de feu M. Amand Fradet.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873, sur l'Enregistrement, spécialement les articles 50 et 80 ;

Vu la pétition en remise du demi-droit en sus encouru pour déclaration tardive de la succession de M. Amand Fradet.

Vu la copie de la recette, ensemble le rapport du Receveur de l'Enregistrement ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est accordée aux légataires de feu M. Amand Fradet décédé à Papeete le 29 mars 1925, la remise gracieuse et la restitution des 8/10^{es} du demi droit en sus de 2.122 fr. 20 encouru pour déclaration tardive de la succession du dit M. A. Fradet.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

DÉCISION portant prorogation du délai de déclaration de la succession de M. Alfred Haereraaroa.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la nouvelle demande de prorogation du délai de déclaration de la succession de M. Alfred a Haereraaroa, décédé à Faāa, le 17 novembre 1924, par lettre en date du 12 novembre 1925 ;

Vu la décision n° 257 du 16 mai 1925 ;

Vu les motifs invoqués ;

Vu l'article 80 de l'arrêté du 15 novembre 1873 ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enregistrement ;

Le Conseil d'Administration consulté,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une prorogation de délai de six mois, à compter du 17 novembre 1925, est accordée aux héritiers et représentants de M. Alfred Haereraaroa, pour souscrire la déclaration de mutation en suite de ce décès, et sauf paiement, à titre de pénalité de retard, d'une somme calculée à raison de un pour cent par mois ou fraction de mois sur le principal des droits.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,
SOLARI.

*Le Chef du Service
de l'Enregistrement,*
A. FAUGERAT.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine de la Commune de Papeete, pour le 3^{me} trimestre 1925.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu les articles 160 et 161 du décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1921, approuvant le tarif des taxes municipales pour l'année 1925 ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire de la prestation urbaine de la Commune de Papeete, pour le 3^{me} tri-

mestre 1925, s'élevant à la somme de : *mille cent trente-six francs soixante-dix centimes*, savoir :

Prestation urbaine	1.134 »
Frais d'avertissement.....	2 70
Total.....	1.136 70

Art. 2. — Le présent arrêté sera communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Douanes
et Contributions p. i.,*

MAUBERNARD.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 3^{me} trimestre 1925, le rôle principal des droits de vérification des poids et mesures de la Commune de Papeete pour 1925 et divers autres rôles des perceptions secondaires de la Colonie.

(Du 24 novembre 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret financier du 30 décembre 1912;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 18 juin 1923, créant une taxe additionnelle sur le principal des patentes

Vu l'arrêté du 25 janvier 1883, créant les droits de vérifications des Poids et mesures et l'arrêté du 15 mai 1883 organisant cette vérification ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea pour le 3^{me} trimestre 1925, le rôle principal des droits de vérifications des poids et mesures de la Commune de Papeete pour 1925 et divers autres rôles des perceptions secondaires de la Colonie désignées ci-après, s'élevant ensemble à la somme de : *vingt-sept mille cinq cent soixante-trois francs douze centimes*, savoir :

PERCEPTION DE PAPEETE.

Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1925.

Taxe sur les voitures.....	970 47
Impôt sur la propriété bâtie.....	30 »
Prestation rurale.....	84 »
Patentes fixes.....	2.347 42
— proportionnelles.....	1.117 48
Formules de patente.....	155 »
Frais d'avertissement.....	5 10
	4.709 47
Droits de vérification des poids et mesures (Commune).....	3.860 »
Frais d'avertissement.....	17 »
	3.877 »
Rôle spécial de la taxe additionnelle sur les patentes.....	4.157 95
Frais d'avertissement.....	11 90
	4.169 85
Total de la perception de Papeete.....	12.756 32

PERCEPTION DE TARAVAO.

Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1925.

Taxe sur les voitures.....	75 50
Patentes fixes.....	229 99
— proportionnelles.....	88 29
Formules de patente.....	50 »
Prestation rurale.....	42 »
Frais d'avertissement.....	0 80
	486 58
Rôle spécial de la taxe additionnelle sur les patentes.....	510 07
Frais d'avertissement.....	3 20
	513 27
Total de la perception de Taravao.....	999 85

PERCEPTION DE MOOREA.

Rôle supplémentaire du 3^{me} trimestre 1925.

Taxe sur les voitures.....	160 »
Patentes fixes.....	60 »
— proportionnelles.....	50 »
Formules de patente.....	5 »
Frais d'avertissement.....	1 60
	276 60
Rôle spécial de la taxe additionnelle sur les patentes.....	115 »
Frais d'avertissement.....	0 60
	115 60
Total de la perception de Moorea.....	392 20

PERCEPTION DE RAIAATEA-TAHAA.

Rôles supplémentaires des 1^{er} 2^{me} et 3^{me} trimestres 1925.

Patentes fixes.....	4.463 75
— proportionnelles.....	898 28
Formules et avertissement.....	238 50
	5.600 53
Total de la perception de Raiatea-Tahaa.....	5.600 53

PERCEPTION DE HUAHINE.

Rôle supplémentaire du 2^{me} trimestre 1925.

Taxe sur les chiens.....	100 »
Patentes fixes.....	148 75
— proportionnelles.....	83 33
Formules de patente.....	55 »
Prestation rurale.....	294 »
Frais d'avertissement.....	2 70
	683 78
Total de la perception de Huahine.....	683 78

PERCEPTION DE BORABORA.

Rôle supplémentaire du 1^{er} trimestre 1925.

Patentes fixes.....	1.522 50
— proportionnelles.....	535 65
Formules et avertissements.....	233 70
	2.291 85
Prestation rurale.....	630 »
Taxe sur les chiens.....	90 »
Taxe sur les voitures.....	10 »
Frais d'avertissement.....	2 20
	732 20
Total de la perception de Borabora.....	3.024 05

PERCEPTION DES MARQUISES (ATUONA).

Rôle supplémentaire du 1^{er} semestre 1925.

Patentes fixes.....	980 »	
— proportionnelles.....	93 33	
Formules et avertissements.....	15 30	
		1.088 63
Prestation rurale.....	210 »	
Taxe sur les chiens.....	300 »	
Frais d'avertissement.....	1 50	
		541 50

PERCEPTION DES MARQUISES (TAIOHAE).

Rôle supplémentaire du 1^{er} semestre 1925.

Taxe sur les chiens.....	440 »	
Patentes fixes.....	200 »	
— proportionnelles.....	83 33	
Formules de patente.....	15 »	
Prestation rurale.....	294 »	
Frais d'avertissement.....	2 »	
		1.004 33

Total de la perception de Marquises..... 2.604 46

PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle supplémentaire de l'année 1924.

Impôt personnel.....	48 »	
Prestation rurale.....	126 »	
Frais d'avertissement.....	0 30	
		144 30

Total de la perception des Gambier..... 144 30

PERCEPTION DE RURUTU-RIMATARA.

Rôles supplémentaires des 1^{er} et 2^{me} trimestres 1925.

Taxe sur les chiens.....	50 »	
Prestation rurale.....	210 »	
Frais d'avertissement.....	1 »	
Patentes fixes.....	872 50	
— proportionnelles.....	183 33	
Formules de patente.....	40 »	
Frais d'avertissement.....	0 80	
		1.357 63
Total général.....		27.563 ^f 12

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Douanes
et Contributions p. i.,

MAUBERNARD.

EXTRAITS

Actes du Gouvernement local.

Par décision du Gouverneur, n° 525, en date du 27 octobre 1925, la décision n° 522, du 21 novembre 1924, chargeant M. le Docteur Gautron des fonctions d'Administrateur par intérim et de Juge de

Paix intérimaire des Marquises, est rapportée. M. le Docteur Gautron est relevé d'office de ses fonctions.

M. Granier, Agent Spécial à Atuona, est chargé cumulativement avec ses propres fonctions, de l'expédition des affaires courantes et des fonctions de Juge de Paix à compétence étendue jusqu'à l'arrivée de l'Administrateur titulaire.

Avant d'entrer en fonctions comme Juge de Paix à compétence étendue, M. Granier, prêterà par écrit, le serment professionnel prévu par la loi.

Par décision du Gouverneur, n° 527, en date du 27 octobre 1925, M. Jouette, Sous-agent spécial à Taiohae est licencié de ses fonctions.

Le Gendarme Triffe est nommé Sous-agent spécial à Taiohae.

M. Jouette passera le service à son successeur dans les formes réglementaires.

Par décision du Gouverneur, n° 532, en date du 31 octobre 1925, le gendarme Triffe, Sous-agent spécial à Taiohae (île Nuka-hiva, Marquises), est nommé Juge de paix *ad hoc* pour suivre en remplacement du titulaire empêché les opérations de délimitation des terrains domaniaux et des terrains appartenant à des particuliers qui ont lieu actuellement en l'île de Nuka-Hiva.

Avant d'entrer en fonctions, M. Triffe prêterà par écrit le serment professionnel prescrit par la loi.

Par décision du Gouverneur, n° 542, en date du 9 novembre 1925, le gendarme Triffe, Sous-agent spécial à Taiohae est nommé Officier de l'Etat civil de Taiohae.

Par décision du Gouverneur, n° 547, en date du 13 novembre 1925, M. Lemelle (Etienne, Jules), Conducteur de 4^{me} classe du cadre général des Travaux publics des colonies, est affecté, pour compter du 23 octobre 1925, au bureau central de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 548, en date du 13 novembre 1925, la Commission prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 mai 1911, pour l'établissement de la liste des électeurs à la Chambre d'Agriculture, est composée de la manière suivante :

MM. Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement, *Président* ;
Antier, Magistrat ;
Brugiroux, Chef de la Station Agronomique ;
Villierme, Membre de la Chambre d'Agriculture.
Teriierooiterai, Membre de la Chambre d'Agriculture.

Par arrêté du Gouverneur, n° 549, en date du 13 novembre 1925, le détenu Bruno Teretino, condamné le 5 décembre 1924, à dix-huit mois de prison par jugement du Tribunal de 1^{re} Instance de Papeete, jugeant en matière correctionnelle, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

Par décision du Gouverneur, n° 552, en date du 16 novembre 1925, une permission d'absence de 15 jours est accordée à M. Taura a Pihaatae, Sous-brigadier de Police, pour compter du 11 novembre courant.

Par arrêté du Gouverneur, n° 558, en date du 20 novembre 1925, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la demoiselle Tetuanuimata a Metuaaro a Mahuru, fille de Teraiharoa a Metuaaro et de Tetuanuimatahura a Teheiura, née à Tefarerii (île Huahine, en 1907, à l'effet de contracter mariage avec le sieur Simeona a Maueau.

Par arrêté du Gouverneur, n° 559, en date du 20 novembre 1925, dispense de la production de l'acte de décès de son père, le sieur Temataura a Manaté, décédé à Taravao (Tahiti), en 1906, est accordée à la demoiselle Mataitupua a Manaté, à l'effet de contracter mariage avec le sieur Tumatai a Avae.

Par arrêté du Gouverneur, n° 560, en date du 20 novembre 1925, dispense de la production de son acte de naissance est accordée au sieur Teriitauaroa a Teriinohorai, né en 1880, à l'effet de contracter mariage avec la dame Punauro a Tuahu, veuve Hurupa a Tuarau.

Par décision du Gouverneur, n° 564, en date du 23 novembre 1925, M. Coup (Maurice Marie), Administrateur de 2^{me} classe des colonies, est chargé de la direction de l'Archipel des Marquises, pour compter du 23 octobre 1925, date de son arrivée dans la colonie.

Il remplira en outre, et pour compter du jour de son arrivée aux Marquises, les fonctions de Juge de Paix à compétence étendue dans cet archipel.

Avant d'entrer en fonctions comme Juge de Paix, M. Coup prêter le serment réglementaire prévu par la loi.

Par décision du Gouverneur, n° 565, en date du 24 novembre 1925, le détenu Faauro a Teihoarii, interné à la prison de Papeete, est mis à la disposition de l'Administrateur des Marquises.

Il sera embarqué sur la goélette "Hinano", et placé sous la surveillance du gendarme Triffe, qui se rend aux Marquises.

Par décision du Gouverneur, n° 577, en date du 25 novembre 1925, est acceptée la démission offerte par le sieur Hoaore a Faaave, de son emploi d'agent de police courrier à Faaone à compter du 1^{er} décembre 1925.

Le sieur Turarii a Tinorua, est nommé agent de police-courrier du sous district de Faaone, en remplacement du sieur Hoaore a Faaave, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 578, en date du 27 novembre 1925, M. Alfred Teriierooiterai, est nommé Secrétaire d'Etat civil du district de Tautira, pour compter du 25 septembre 1925 date à laquelle il a pris les dites fonctions.

Par décision du Gouverneur, n° 579, en date du 27 novembre 1925, la démission offerte par M. Millaud (Jean) de son emploi d'aide-opérateur de 2^{me} classe de la T. S. F. est acceptée pour compter du 1^{er} décembre 1925.

Archipels.

Par décision du Gouverneur, n° 90, en date du 25 novembre 1925, le sieur Teikivanaka Alexis Kave, est nommé Officier de l'Etat civil de la circonscription de Haane (île de Ua-Uka) à la date du 1^{er} octobre 1925.

Par décision du Gouverneur, n° 591, en date du 10 septembre 1925, le Gendarme Martin est nommé pour compter du 10 septembre 1925, Commissaire de police, huissier auxiliaire, porteur de contraintes et chargé des travaux publics à Borabora, en remplacement de M. Laporte Instituteur, qui conserve les fonctions de Sous-agent spécial et de Délégué de l'Administrateur.

Il prêter serment dans les formes réglementaires.

AVIS OFFICIELS

AVIS D'ADJUDICATION.

Messieurs les Commerçants sont informés qu'une adjudication aura lieu au début de l'année prochaine en vue de la fourniture des matériaux ci-après, nécessaires au Service des Travaux Publics de la Colonie.

- 1°) Ciment Portland à prise lente — 400 tonnes environ;
- 2°) Aciers ronds, pour armatures de béton armé, de 6, 10, 12, 14 et 19 m/m..... 140 tonnes environ;
- 3°) Tuyaux fonte à emboîtement et cordon goudronné, pour conduite d'eau de:

100 m/m diamètre intérieur.....	45 tonnes environ.
80 m/m id.	30 id.
60 m/m id.	30 id.

Accessoires divers pour canalisations..... 10 id.

Les conditions à remplir pour prendre part à l'adjudication et les formes de celle-ci seront celles en usage dans la Colonie. Elles seront d'ailleurs explicitement indiquées dans le cahier des charges qui sera mis en temps et lieu à la disposition des soumissionnaires éventuels.

Conditions techniques à remplir par les Fournisseurs.

1° *Ciment portland.* — A titre d'indication nullement limitative il est rappelé que les marques suivantes ont donné de bons résultats dans la Colonie : *Demarle et Longuetty, Flambeau, Romain-Boyer* (triangle rouge). — Dans tous les cas les ciments devront satisfaire aux stipulations de l'arrêté du Ministre des Travaux publics, du 2 juin 1902; les soumissionnaires devront, en outre, présenter pour les ciments un certificat des épreuves effectuées au Laboratoire soit de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, soit du Conservatoire des Arts et Métiers. L'administration se réserve, en outre, le droit de faire subir toutes analyses chimiques et tous essais mécaniques qu'elle jugerait opportuns, et ce, aux frais de l'adjudicataire. Les fournitures qui, bien qu'accompagnées du certificat des épreuves effectuées en France, donneront aux analyses chimiques ou aux essais mécaniques, des résultats insuffisants, seront rejetées et l'adjudicataire sera tenu d'en effectuer le remplacement dans les délais impartis par l'Administration, faute de quoi celle-ci pourra s'approvisionner aux frais, risques et périls de l'adjudicataire, nonobstant la saisie éventuelle du cautionnement déposé.

Le ciment sera exclusivement approvisionné en barils, et devra remplir les conditions suivantes :

Densité : entre 1, 2, et 1, 3.

Durée de prise (brique de pâte pure) : de 6 à 8 heures.

Résistance *minima* à la traction après 7 jours de délai entre la prise et l'épreuve : 22 kilos par centimètre carré.

2° *Aciers ronds pour armatures de béton.* — Les aciers seront exactement calibrés, exempts d'oxydation, de pailles, soufflures, criques ou gerçures, les tranches cisailées à froid doivent être grasses et unies sans déchirures ni éclats de métal. Les barres seront livrées parfaitement droites.

L'administration se réserve le droit de procéder, aux frais des adjudicataires, aux essais de traction, ployage et trempe qui devront donner les résultats suivants :

a) traction : charge de rupture <i>minima</i> par millimètre carré de section.....	42 kilos
allongement minimum de rupture.....	22 0/0

la limite d'élasticité doit être comprise entre la moitié et les deux tiers de la charge de rupture.

b) *ployage* : des barrettes de 0 m. 20 de longueur, découpées dans des barres quelconques, soit avant, soit après un travail de cisaillement ou forgeage, doivent pouvoir être ployées à froid par le milieu de telle sorte que les deux bouts viennent se toucher et que le plus grand écartement entre les deux arêtes extérieures de la barrette ployée soit réduit à trois fois son épaisseur, sans présenter de trace de crique.

c) *trempe* : des barrettes semblables, chauffées au rouge cerise un peu sombre, puis trempées dans un volume important d'eau à 28 degrés centigrade doivent pouvoir supporter les mêmes épreuves sans présenter de trace de crisure.

Les fournitures qui ne répondront pas aux stipulations ci-dessus seront rejetées et l'adjudicataire sera tenu d'en effectuer le remplacement dans les délais impartis par l'Administration, faute de quoi celle-ci pourra s'approvisionner au frais, risques et périls de l'adjudicataire, nonobstant la saisie éventuelle du cautionnement déposé.

3° *Tuyaux en fonte*. — Les tuyaux en fonte seront du type adopté par la Ville de Paris.

La fonte sera de la meilleure qualité, point aigre, bien homogène, facile à entamer au burin et à la lime ; elle sera parfaitement moulée, sans gerçures, gravelures, soufflures, gouttes froides et autres défauts.

On s'assurera que la forme des tuyaux est bien cylindrique en les faisant rouler l'un après l'autre sur deux fils de rails placés bien horizontalement.

En cas de rejet de tout ou partie de la fourniture, l'Administration pourra procéder à son approvisionnement comme il est dit plus haut pour les ciments et aciers.

Un avis publié ultérieurement au *Journal officiel* de la Colonie fera connaître le détail des fournitures, la date de l'adjudication et les lieux et heures où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges.

Papeete, le 17 novembre 1925.

Le Chef du Service des Travaux Publics,
G. HAYEM.

SERVICE DES MINES

Avis.

Demande de permis de recherches déposée au Service des Mines.

N° de la demande	Nom du demandeur	Nom du permis	Situation	Substances	Côté du carré	Date du dépôt de la demande
36	Walter, Johnston Williams.	Mangareva	Ile Mangareva	Catégorie "c" (Minéraux.)	Totalité de l'île : 2.500 hectares environ.	Le 9 novembre 1925, à 15 heures
37	Lucien Pascal Sigogne	Rapa	Ile Rapa	Catégorie "c" (Minéraux.)	Totalité de l'île : 3.700 hectares environ	Le 9 novembre 1925, à 15 heures

Papeete, le 9 novembre 1925.

Le Chef du Service des Mines,
G. HAYEM.

Permis de recherches établi par le Service des Mines.

N° des permis	Titulaire du permis	Nom du permis	Situation	Substances	Surface accordée	Période de validité
34	M. Sigogne, (Lucien-Pascal).	Rapa	Ile Rapa	Minéraux de la Catégorie "c".	Totalité de l'île : 3.700 hectares	du 24 nov. 1925 au 23 nov. 1927.
35	Walter, Johnston Williams.	Mangareva	Ile Mangareva	Minéraux de la Catégorie "c".	Totalité de l'île : 2.500 hectares	du 24 nov. 1925 au 23 nov. 1927.

Papeete, le 26 novembre 1925.

Le Chef du Service des Mines,
G. HAYEM.

ANNONCES JUDICIAIRES

Étude de M^e THURET, Notaire à Papeete.

COMPAGNIE FRANCO-TAHITIENNE.

Suivant acte reçu par M^e Thuret, Notaire à Papeete, le 24 octobre 1923, enregistré le 2 novembre suivant et transcrit le 12 du même mois au Bureau des hypothèques de Papeete, volume 234, numéro 113, M^r Albert Langlois, Directeur de la Compagnie Franco-Tahitienne, demeurant à Papeete, a déposé pour être mis au rang des minutes dudit M^e Thuret, l'expédition certifiée conforme et dûment légalisée d'un acte reçu par M^e Henri Courcier, Notaire à Paris, rue de Presbourg, numéro 17, le 9 juillet 1923, contenant dépôt en son étude :

1^{ent} D'un acte sous signatures privées en date à Paris du 14 juin 1923, par lequel la Société Française des Iles Marquises, société anonyme au capital de 1.200.000 francs, ayant son siège à Paris, rue de la Victoire, numéro 94, en vue de la fusion de cette société avec la Compagnie Franco-Tahitienne, société anonyme au capital de 1.500.000 francs, ayant son siège à Paris, rue de la Victoire, numéro 94, a fait apport à ladite Compagnie Franco-Tahitienne, mais sous réserve expresse de l'approbation définitive par les assemblées générales des actionnaires des deux sociétés, de tous les biens mobiliers et immobiliers lui appartenant, se trouvant tant à Paris que dans l'archipel des Iles Marquises (Etablissements français de l'Océanie), tels qu'ils existaient au 31 décembre 1922, à l'exception de 280 actions anciennes de la Compagnie Franco-Tahitienne, dont la Société Française des Iles Marquises est propriétaire.

2^{ent} Une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Française des Iles Marquises, tenue le 15 juin 1923, aux termes duquel cette assemblée a notamment :

1^o Approuvé et accepté l'apport dont il vient d'être parlé et donné au Conseil d'Administration tous pouvoirs nécessaires pour la réalisation définitive de cet apport.

2^o Décidé que par le seul fait et à partir du jour de l'approbation définitive de l'apport dont il est question par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie Franco-Tahitienne, la Société Française des Iles Marquises se trouverait dissoute de plein droit et en état de liquidation.

En vue de cette liquidation a nommé un liquidateur et un liquidateur-adjoint.

3^{ent} Une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société dite Compagnie Franco-Tahitienne, tenue le 18 juin 1923, aux termes duquel cette assemblée a notamment :

1^o Approuvé et accepté provisoirement l'apport dont il est ci-dessus question, aux conditions stipulées dans l'acte du 14 juin 1923, mais sous réserve de sa vérification et de son approbation définitive conformément à la loi.

2^o Décidé une augmentation de capital de 475.000 francs par la création de 1900 actions nouvelles de 250 francs chacune entièrement libérées et 2.260 parts bénéficiaires, ces actions et parts bénéficiaires devant être attribuées à la Société Française des Iles Marquises en représentation de son apport.

3^o Décidé, par suite de l'augmentation de capital sus énoncée, la modification des articles 3, 6, 7, 16, 18, 21, 22, 32, 35, 46, 51, 54 et 55 des statuts.

4^o Nommé M^r Vergues, Commissaire chargé de présenter un rapport à une subséquente assemblée sur la valeur dudit apport.

4^{ent} Et une copie du procès-verbal de l'assemblée générale

extraordinaire des actionnaires de la Société dite Compagnie Franco-Tahitienne, tenue le 25 juin 1923 aux termes duquel cette assemblée a :

1^o Approuvé purement et simplement le rapport fait par M^r Vergues susnommé, concluant à l'approbation de l'apport fait par la Société Française des Iles Marquises à titre de fusion, ainsi que les charges et avantages particuliers stipulés en représentation de cet apport.

2^o Nommé deux nouveaux Administrateurs.

3^o Et approuvé les modifications à faire aux articles 3, 6, 7, 16, 18, 21, 22, 32, 35, 46, 51, 54 et 55 des statuts.

SOCIÉTÉ COTONNIÈRE DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie.

Suivant acte reçu par M^e Thuret, Notaire à Papeete, le 24 octobre 1923, enregistré, M^r Albert Langlois, Directeur de la Compagnie Franco-Tahitienne, a déposé audit M^e Thuret, et l'a requis de mettre au rang de ses minutes un extrait d'une délibération du Conseil d'Administration de la Société Cotonnière des Etablissements français de l'Océanie, lui déléguant ses pouvoirs pour assurer la marche et la direction de la dite Société dans les Etablissements français de l'Océanie.

Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete, rue de Rivoli.

A VENDRE PAR SUITE DE SAISIE-IMMOBILIÈRE SUR SURENCHÈRE DU SIXIÈME, au plus offrant et dernier enchérisseur.

Le **Mardi 22 décembre 1923**, à huit heures du matin, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première instance, séant au Palais de Justice à Papeete, de la parcelle de la terre "ARAVE", sise à Papeete, rue Colette, ci-après désignée :

Désignation de l'immeuble à vendre :

Une parcelle de la terre "ARAVE", sise à Papeete, rue Colette, cette terre est bornée : par la rue Colette où elle mesure vingt-mètres ; par la propriété Stegios, où elle mesure dix mètres trente centimètres, parallèlement à la rue Colette par la propriété Paul Nordman, où elle mesure vingt mètres quatre-vingts centimètres et par la propriété Spitz où elle mesure onze mètres soixante centimètres.

Les constructions pouvant exister sur cette terre ne sont pas comprises dans la vente.

Cette vente est poursuivie à la suite de la déclaration faite au Greffe de ce Tribunal le 12 novembre 1923, par laquelle M. Etienne Jardonnet a déclaré surenchérir du sixième le prix principal de l'adjudication de la parcelle de la terre "ARAVE" sise à Papeete, rue Colette.

Cet immeuble a été saisi à la requête des **COMPTOIRS FRANÇAIS D'Océanie**, Société anonyme au capital de trois millions de francs, ayant son siège à Paris, 13 bis, rue des Mathurins et une Agence à Papeete où elle est représentée par M. H. Grand, son Directeur ; ayant pour Défenseur M^e L. Sigogne, demeurant à Papeete, rue de Rivoli, sur MM. MAPUHI a MAPUHI et TIMI a PUNAU, propriétaires demeurant à Papeete par procès-verbal de M^e Fromentin Alphonse, huissier à Papeete en date du 26 mars 1923, visé le 26 mars 1923, enregistré le 26 mars 1923 et transcrit après dénonciation au saisi, au Bureau des hypothèques de Papeete, le 17 avril 1923, volume

9, n° 16, fut vendu à l'audience des criées du Tribunal civil du 10 novembre 1925 et adjugé à M. Paul Nordman moyennant le prix principal de mille cent francs.

M. Etienne Jardonnet a déclaré porter en conséquence les enchères à la somme de mille deux cent quatre-vingt-trois francs trente trois centimes.

Mise à prix.

La mise à prix a été fixée par la surenchère précitée à la somme de mille deux cent quatre-vingt-trois francs trente trois centimes, ci. 1.283 33

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 696, du Code de procédure civile que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur l'immeuble saisi pour raison d'hypothèques légales devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé par M^e L. SIGOGNE, Défenseur poursuivant à Papeete, le 24 novembre 1925.

L. SIGOGNE, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

REÇU, différents modèles de Machines à écrire "JAPY" gagnantes des Championnats de France 1925.

Agent : R. SOLARI. — Rue de Rivoli.

BATAVIA
SEA & FIRE INSURANCE C^o LTD.
Etablie en 1858.

Siège Social pour l'Australasie : 28-30 Queen St., Melbourne.

Papeete, Tahiti, le 16 octobre 1925

CIRCULAIRE

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous informer que, depuis mai dernier, date de l'expiration de la nomination de M. R. C. Donaldson comme Agent principal de la présente Compagnie à Papeete, la direction des affaires de cette Société avait été remise temporairement entre les mains de M. Peter Wilkie, un de nos agents du Siège Social. A compter du 31 de ce mois, M. P. Wilkie est nommé Directeur de la Succursale de Papeete et la Compagnie est, dès aujourd'hui, prête à traiter, sur place, toutes affaires d'assurance contre l'incendie, les pertes maritimes, automobiles et accidents de personnes.

Notre Compagnie est garantie par la "Royal Exchange Assurance of London", firme qui a été établie en 1720 et dont les fonds disponibles dépassent 11.000.000 de livres sterling.

Les renseignements et avis concernant toutes les questions ayant rapport aux assurances seront entièrement et gratuitement mis à votre disposition, en tout temps, par M. P. Wilkie et, aujourd'hui que notre Succursale est établie à Papeete pour ne s'occuper, spécialement, que de transactions d'affaires d'assurance, nous espérons que vous voudrez bien nous confier le soin de vos intérêts d'assurance.

Vous demandant de croire que notre désir le plus vif est de vous servir au mieux de vos intérêts,

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations les plus distinguées.

BATAVIA SEA & FIRE INSURANCE C^o LTD,
F. H. WRIGHT.

Directeur Général pour l'Australasie et les Iles du Pacifique.

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Service entre New-York-Plymouth-le Havre, en moins de 6 jours, par les superbes paquebots "Paris" et "France", 1^{re}, 2^{me}, et 3^{me} classe, dont le confort, la cuisine et la rapidité ne sont plus à vanter.

Service direct de New-York-le Havre par le nouveau "De Grasse" paquebot de 17.000 tonnes, à une seule classe de passagers, et marchant au mazout. L'on trouve à bord, salon de musique, salon de lecture, fumoir, gymnase, salle de jeux pour enfants, etc.

Service New-York-Vigo-Bordeaux.
par navires rapides possédant tout le confort moderne.

Les passagers de la Compagnie Générale Transatlantique, trouveront à leur arrivée à San-Francisco, un employé de la Compagnie, qui se chargera des bagages, de l'hôtel, billets de chemin de fer etc.

Pour tous renseignements s'adresser à M. RENÉ SOLARI, Rue de Rivoli. Représentant de la Compagnie Générale Transatlantique pour les Établissements Français de l'Océanie.

FOURNIER-DEMARS
MAISON FONDÉE EN 1832
SES LIQUEURS INCOMPARABLES

SÈVE FOURNIER { A LA FINE CHAMPAGNE
PRUNELLE FOURNIER { A LA FINE CHAMPAGNE
TRIPLE-SEC FOURNIER
CHERRY-BRANDY FOURNIER
PEPPERMINT FOURNIER
GUIGNOLET FOURNIER
CRÈME DE CASSIS FOURNIER
CRÈME DE MENTHE FOURNIER
ROYALE FRAISE

SAINT-AMAND (Cher)

Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du Journal officiel et de ses suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 "
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 "

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 1 fr. par feuillet de 2 pages.

SERVICE DE SANTÉ

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS DE SEPTEMBRE 1923.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude: 17° 31' 30" Sud. — Longitude de Paris: 151° 54' 30" Ouest; en temps: 10 h. 7' 38".

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimètres	OBSERVATIONS
	MINIMA	MAXIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	19.9	29.7	26.0	26.2	69	72	759.0	758.7	N-E	N-O	1	9	"	
2	19.6	30.2	25.5	27.5	72	66	758.2	757.1	N-E	N-E	1	7	"	
3	21.6	30.4	26.0	27.0	81	78	760.3	758.4	N-E	N-O	6	1	9.4	
4	20.8	31.0	25.1	28.0	79	70	760.7	759.1	S-E	S-O	1	3	"	
5	20.9	30.9	25.1	26.5	82	72	760.9	758.8	N-E	S-O	1	6	"	Rosée
6	20.1	29.9	25.0	26.2	77	68	760.4	759.0	N-E	N-E	1	8	"	
7	19.3	30.7	23.5	26.4	73	60	761.7	759.7	N	N-E	2	4	"	
8	18.9	29.9	23.8	26.2	75	68	761.8	759.7	N-O	S-O	3	10	"	
9	19.2	30.8	24.2	26.1	73	69	760.7	758.5	E	S-O	1	5	"	
10	18.8	29.8	24.9	27.6	74	82	760.6	758.1	S-E	N	0	10	"	
11	19.1	30.1	24.1	26.8	68	65	759.9	758.3	N	O	0	9	"	Rosée
12	19.0	30.8	25.0	27.4	68	68	760.2	758.3	N-E	N-E	4	9	"	
13	20.6	30.8	24.1	27.1	82	69	761.0	758.5	N-O	S	6	1	"	
14	20.0	31.0	25.7	27.8	67	72	761.0	758.2	N	S-O	0	3	"	
15	22.3	31.7	26.3	28.0	74	59	760.6	758.5	N-E	N	1	0	3.1	
16	19.5	30.7	26.3	26.7	67	78	760.3	757.8	N-E	N-E	0	1	"	
17	23.8	30.8	26.8	27.2	71	68	759.0	756.3	N	E	1	3	gouttes	
18	21.8	29.4	22.0	24.8	91	88	757.8	755.8	N	E	10	10	3.4	
19	21.9	28.9	24.7	25.1	58	60	757.5	755.7	S	S-O	0	1	"	
20	19.0	29.2	25.0	26.2	57	65	759.1	756.8	S	N-E	0	2	"	
21	19.9	30.1	24.9	26.4	52	75	759.7	758.2	N-E	N	1	10	"	
22	19.0	29.0	24.9	25.2	61	74	760.8	759.3	N-O	N-E	3	10	"	
23	19.6	29.2	25.0	26.8	59	59	762.0	760.3	N-E	O	6	4	"	
24	18.8	27.6	23.8	24.2	66	74	762.4	760.0	N-E	S	10	10	gouttes	
25	18.6	31.6	23.8	27.7	77	54	760.7	759.5	N-O	S-O	1	5	"	
26	19.2	31.8	26.0	27.9	62	57	761.7	758.7	N	N-E	1	3	"	
27	20.0	31.2	26.3	27.5	61	61	761.4	759.2	S-O	N-E	1	2	"	
28	20.9	31.9	25.1	28.5	79	54	761.2	758.8	N-E	N-E	6	1	3.7	Vent violent dans la matinée et dans l'après-midi
29	22.2	31.0	27.0	27.2	69	62	759.5	757.3	N-E	E	4	1	"	
30	20.5	31.5	27.0	28.0	64	75	757.6	755.7	N	N-E	1	1	"	
Moyenne	20.1	30.3	25.1	26.8	70	68	760.2	758.3	Pluie totale.				49 ^m /m 6	A Papeari: 13 jours de pluie et 76 ^m /m 5 d'eau.

Le Pharmacien Major de 1^{re} classe,
LIOT.Vu :
Le Chef du Service de Santé,
D^r POULIQUEN.